



Prologue

Ce numéro de *Trace* est né d'un colloque franco-mexicain tenu en juin 1999 au CEMCA, *Tomar la calle*, qui a réuni une quinzaine de participants.¹ L'objectif était de permettre à des chercheurs mexicains et français travaillant sur le Mexique, de disciplines différentes (histoire, science politique, sociologie, anthropologie), d'échanger autour d'une thématique commune, celle du rapport entre rue et politique.

Pourquoi a-t-on recours à la rue, comment en use-t-on, comment s'y organise-t-on? Décide-t-on de descendre dans la rue lorsque les autres moyens de l'action politique sont épuisés ou au contraire la "prise de la rue" est-elle le moyen premier de défendre une idée ou un projet? Quel lieu choisit-on pour se montrer, quels lieux sont imposés pour revendiquer ou protester? Y a-t-il des acteurs sociaux qui en usent plus que d'autres ou la rue est-elle un espace de déploiement du politique utilisé par tous? Comment le pouvoir cherche-t-il à contrôler ou canaliser ces pratiques qui impliquent ou provoquent souvent le désordre? Quelles représentations sont mises en scène dans ces usages?

Ces questions déploient un vaste champ de recherche certes déjà parcouru par des spécialistes de diverses disciplines, mais qui pêche encore par le cloisonnement, principalement entre l'histoire et les autres disciplines mentionnées. Le pari que nous avons fait, qui reste d'actualité, était de faire se côtoyer et se rencontrer problématiques et expériences différentes autour du recours à la rue. On pourrait certes regretter, à la lecture des articles ici réunis, l'absence d'hypothèses communes auxquelles se seraient

1 Je tiens à remercier ici pour son aide à la préparation et à la tenue du colloque le personnel du CEMCA et pour son précieux concours Hélène Combes, dont la communication au colloque a été publiée dans le numéro 33 des *Cahiers des Amériques latines*: 153-172, sous le titre "De la rue au Palais municipal, la gestion des conflits sociaux par le Parti de la Révolution Démocratique (PRD), à Mexico (1997-1998)".

confrontées les différentes études, au-delà de la thématique générale. Ce serait oublier le long chemin qu'il reste à parcourir dans le dialogue entre disciplines. L'objectif reste cependant valable, et il nécessiterait la mise sur pied d'un réseau, voire d'un programme global de recherche. Enfin, les lecteurs en jugeront par eux-mêmes, la publication simultanée de ces articles et leur lecture conjointe ne peuvent qu'aider à aller plus avant dans la recherche de ce qui fait la spécificité comme la diversité du recours à la rue dans le cadre de "mobilisations" soit à caractère d'appui politique soit mettant en jeu le pouvoir.

Une problématique commune pourrait être celle de l'"espace public", élaborée par Jürgen Habermas, reprise et retravaillée par de nombreux historiens depuis.² Que la pratique manifestante, la cérémonie ou l'émeute soient des dimensions constitutives de l'"espace public", cela semble aller de soi. Certes, le débat reste ouvert sur l'extension de ce que l'on nomme "sphère publique". Pablo Piccato, par exemple, la définit comme "l'espace de débat égalitaire sur les sujets intéressant les citoyens et l'État" (p. 76) et la réduit au parlementarisme, en expliquant les mécanismes d'exclusion des femmes et des masses. Il reprend le concept dans son acception la plus restreinte et ratifie la division entre espace politique et espace social (Dominique Reynié), rejetant dans celui-ci grèves, action populaire, etc. François-Xavier Guerra et Annick Lempérière, pour leur part, font le choix de s'intéresser à la diversité des espaces publics. Le pluriel invite selon nous à se pencher sur la diversité, mais aussi sur ce qui légitime ou non ces espaces comme étant ceux où est en jeu la chose publique. Leurs "espaces publics" (écoles, cérémonies civiques, manuscrits et périodiques, associations de lectures...) ont ceci d'intéressant qu'ils ne sont pas des espaces publics a priori mais conquièrent cette fonction. Il serait intéressant d'examiner la manière dont les mobilisations de rue tentent et parviennent à élargir ou rétrécir ces espaces, à les modifier qualitativement, à les légitimer comme espace du politique.

Les espaces publics dont il est ici question sont d'abord des espaces physiques, faits de places, de rues, de mobilier urbain et monumental, d'édifices matérialisant le pouvoir (le Palais national) et d'espaces dotés de propriétés plus abstraites, comme le Zócalo, symbolisant la centralité. Mais ces espaces sont en même temps les lieux d'actions démonstratives multiples (cérémonies, *meetings*, manifestations, *plantones*...) qui

2 J. Habermas, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, 1978; François-Xavier Guerra, Annick Lempérière et al., *Los espacios públicos en Iberoamérica*, 1998; Dominique Reynié, *Le triomphe de l'opinion publique. L'espace public français du XVI^e au XX^e siècle*, 1998; Pablo Piccato, *El parlamentarismo y la construcción de una esfera pública posrevolucionaria*, *Historias* 39: 65-85, octobre 1997 - mars 1998.

cherchent à asseoir leur légitimité. Et cette légitimité se gagne aussi dans la reconnaissance d'un lieu comme faisant partie de la sphère du "public".

Abordons donc la notion d'"espace public" simultanément comme outil conceptuel qui permet de saisir, dans une société donnée, les différents éléments (acteurs, institutions, groupes, journaux...) intervenant dans le débat public; et comme critère de classement, par les sociétés elles-mêmes, de ce qui fait partie ou non du champ politique. Cette discussion devrait évidemment intéresser ceux qui se penchent sur le rapport entre rue et politique. Comme pratique politique à la marge ou naissante, notamment dans les sociétés d'Amérique latine au XIX^e siècle, la manifestation³ permet d'interroger un concept qui a montré son intérêt pour saisir la constitution, aux XVIII^e et XIX^e siècle, d'une sphère politique publique et structurée en dehors de l'État.

D'autres problématiques partagées sont concevables: rôle des sociabilités et organisations dans la mobilisation des participants; la "manifestation" comme vecteur de politisation; sa prétention à représenter l'"opinion publique"; les implications respectives des modalités d'occupation de l'espace (déambulation, parcours déterminé ou non à l'avance, cérémonie "fixe"...): maintien de l'ordre, modalités juridiques, spécialisation des espaces...

Les contributions réunies dans ce numéro de *Trace* s'intéressent autant aux contextes (historique, social, culturel) dans lesquels se déploient ces procédures politiques mises en scène et en espace, qu'au moment (manifestant, cérémoniel, rituel...) lui-même. Elles tentent d'en cerner les modalités pratiques et les implications et investissements des acteurs qui en jouent la partition. Elles cherchent enfin à comprendre ce qui se noue en elles au-delà de l'événement proprement dit. À travers ces éléments, on perçoit déjà des questionnements communs.

C'est à Olivier Fillieule qu'il revient ici d'ouvrir notre itinéraire avec un texte qui, s'il n'est pas centré sur le Mexique, retrace l'historique de l'étude des mobilisations collectives et nous fait partager quelques-unes des problématiques récentes (notamment celle du maintien de l'ordre) qui lui sont afférentes. L'article de Carmen Vázquez se distingue aussi en ce qu'il est le seul à traiter de l'usage politique de la rue du point de vue du pouvoir, et qui plus est d'un pouvoir en construction dans le prolongement tumultueux de l'Indépendance mexicaine. Luis Fernando Granados retrace, au propre comme au figuré, le soulèvement urbain qui accueille l'invasion des armées américaines dans

³ Terme générique mais abusif qui, nous en sommes conscients, ne reflète pas toute la diversité des usages de la rue traités dans les articles. Il serait souhaitable de parler de "prise de la rue", mais l'expression anglo-saxonne de *public demonstration* est peut-être celle qui est la moins restrictive.

Mexico en 1847 et entreprend de nous en livrer le dénouement spatial. Elisa Cárdenas et Loïc Abrassart se penchent, pour leur part, sur les mobilisations de rue qui accompagnent et signent la fin du Porfiriato, redéfinissant le cadre de l'espace public comme des pratiques politiques. Aline Hémond nous plonge dans une anthropologie de la marche indigène. La marche qui nous est relatée ici, cheminant de la campagne à la ville sur le mode pérégrinatoire comme celui de l'exode temporaire, met en jeu des résolutions individuelles, mais elle implique d'abord la communauté tout entière. Serait-ce que la manifestation n'agrègerait que des volontés individuelles ou à tout le moins des groupes divers (disparates?) quand la marche (indigène ou autre) engagerait une communauté déjà constituée? Pas plus que la manifestation n'est le propre de la ville, la marche ne ressort pas d'un répertoire spécifiquement indigène ou rural, ni d'un mode d'action "communautaire". Mais loin de la seule divergence de vocabulaire, chacune n'en évoque pas moins des univers différents, un déroulement dans le temps et peut-être l'espace dissemblable. Gageons qu'il s'agit là d'une piste de recherche féconde pour laquelle les études sur le Mexique devraient être à l'avant-garde. Pourquoi vient-on? Comment en vient-on à manifester? Au-delà de la foule hétéroclite qui marche unie derrière un même slogan, "*2 de octubre, no se olvida*" lors de la manifestation d'octobre 1998 commémorant le massacre des étudiants sur la place des Trois Cultures en 1968, l'enquête de Sergio Tamayo, dans la ligne de l'école dite "de la mobilisation des ressources", nous laisse entrevoir les motifs pour lesquels les participants se mobilisent ("*un 68 para cada quien*"), mais aussi, en retour, l'effet que produit la mobilisation sur les manifestants. On lira enfin avec profit l'examen critique d'Hélène Combes concernant les axes récents de la recherche sur les mobilisations collectives contemporaines en France.

Au risque d'apparaître dans l'"air du temps", cette livraison de *Trace* arrive à point nommé: marche sur Mexico des commandants de l'EZLN, en mars; manifestations contre le sommet des Amériques, en avril, à Québec; phase finale de la Marche mondiale des femmes en l'an 2000, au Canada et aux États-Unis; combats et stratégies de rue à Seattle contre le sommet de l'OMC... L'actualité nous l'impose et le continent américain est un terrain propice: la manifestation et la marche, loin d'avoir disparu de notre quotidien politique, édictent au contraire avec force le retour de la rue. *

Loïc Abrassart, coordonnateur du numéro

loic.abrassart@wanadoo.fr

Prólogo

Este número de *Trace* nace de un coloquio franco-mexicano que tuvo lugar en junio de 1999 en el CEMCA, *Tomar la calle*, y que reunió a unos quince participantes.¹ Su objetivo era permitir, a los investigadores mexicanos y franceses, con trabajos sobre México, de diversas disciplinas (historia, ciencia política, sociología, antropología...), el intercambio de ideas dentro de una temática común: nexos entre calle y política.

¿Por qué razones se recurre a la calle, cómo se hace uso de ella, cómo se organizan los grupos? ¿La decisión de bajar a la calle se toma una vez que otros métodos de acción política se agotan o por el contrario “tomar la calle” es la primera acción para defender una idea o una meta? ¿Cuáles son los lugares escogidos para hacerse ver, cuáles son los lugares obligados para reivindicar o protestar? ¿Ciertos actores sociales utilizan con mayor frecuencia la calle o por el contrario es ésta un espacio de despliegue de lo político utilizado por todos? ¿Cómo el poder intenta controlar o canalizar estas prácticas que a menudo implican o provocan el desorden? ¿Qué representaciones se generan en este tipo de usos?

Todas estas preguntas despliegan un vasto campo de investigación ciertamente ya recorrido por especialistas de diferentes disciplinas, pero que aún peca de presentar barreras, sobre todo entre la historia y las otras disciplinas ya mencionadas. El reto que habíamos lanzado, aún vigente, era el de conjuntar y reunir problemáticas y experiencias sobre el tema “tomar la calle”. Desde luego, se puede echar en falta, con la lectura de los artículos reunidos, hipótesis comunes, más allá de la temática general. No debemos olvidar sin embargo que el camino por recorrer en el diálogo entre disciplinas es

¹ Agradezco al personal del CEMCA la ayuda prestada en la preparación y desarrollo del coloquio; y muy especialmente agradezco la ayuda de Hélène Combes: su ponencia fue publicada en el número 33 de la revista *Cahiers des Amériques latines*: 153-172, con el título “De la rue au Palais municipal, la gestion des conflits sociaux par le Parti de la Révolution Démocratique (PRD) à Mexico (1997-1998)”.

largo. En fin, nuestro objetivo aún no se agota y para alcanzarlo se necesitaría el apoyo de una red, casi de todo un programa global de investigación. En fin, los lectores podrán juzgar por ellos mismos: la publicación de algunas ponencias en un mismo cuaderno, su lectura conjunta, apoyarán el avance de la investigación tanto en lo que respecta a la especificidad y la diversidad en el recurrir a la calle con las “movilizaciones”, como apoyo político o contra el poder.

Una problemática común podría ser aquella del “espacio público”, elaborada por Jürgen Habermas, después retomada y retrabajada por numerosos historiadores.² Que el hecho de manifestarse, la ceremonia de tipo civil, el motín constituyan aspectos del “espacio público”, parece evidente. Ciertamente, queda abierto el debate sobre la extensión de lo que se llama “esfera pública”. Pablo Piccato, por ejemplo, la define como “el espacio de debate igualitario sobre asuntos de interés para los ciudadanos y el Estado” (p. 76) y la reduce al parlamentarismo, explicando los mecanismos de exclusión de las mujeres y de las masas. Retoma el concepto en su acepción más reducida y ratifica la división entre espacio político y espacio social (Dominique Reynié), dejando aquí aparte huelgas, acción popular, etc. François-Xavier Guerra y Annick Lempérière, por su parte, deciden interesarse en la diversidad de *los* espacios públicos. Lo plural invita a echar una mirada sobre la diversidad pero también sobre lo que legitima o no ciertos espacios como aquellos donde está en juego lo público. Sus “espacios públicos” (escuelas, ceremonias de orden civil, manuscritos y periódicos, asociaciones de lecturas...) son interesantes porque no son espacios públicos a priori, sino que fueron adquiriendo esta función. No estaría de más examinar cómo intentan las movilizaciones en la calle ampliar o reducir esos espacios, modificarlos cualitativamente, legitimizarlos como espacio de lo político, e incluso cómo lo logran.

Los espacios públicos a los que nos venimos refiriendo son primero espacios físicos: emanan de las plazas, calles, del conjunto arquitectónico y monumental, de los edificios que materializan el poder (Palacio Nacional) y de aquellos espacios dotados con propiedades más abstractas, como el Zócalo que simboliza la centralidad... Además, esos espacios son a la vez lugares propicios para múltiples demostraciones (ceremonias, *meetings*, manifestaciones, plantones...) que buscan asentar su legitimidad. Y esa legitimidad es adquirida también cuando determinado lugar es reconocido como parte de la esfera de lo “público”.

2 J. Habermas, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, 1978; François-Xavier Guerra, Annick Lempérière et al., *Los espacios públicos en Iberoamérica*, 1998; Dominique Reynié, *Le triomphe de l'opinion publique. L'espace public français du XVI^e au XX^e siècle*, 1998; Pablo Piccato, El parlamentarismo y la construcción de una esfera pública posrevolucionaria, *Historias* 39: 65-85, octubre 1997 - marzo 1998.

Abordemos entonces la noción de “espacio público” a la vez como instrumento conceptual pues nos descubre, en una sociedad dada, los diferentes elementos (actores, instituciones, grupos, prensa...) que intervienen en el debate público; y como criterio de clasificación de esas mismas sociedades que nos muestre lo que forma, o no, parte del campo político. Es claro que esta discusión debería interesar a quienes se cuestionan sobre la relación entre calle y política. Como práctica política al margen, o casi recién nacida –especialmente en las sociedades de América Latina del siglo XIX–, la manifestación³ nos conduce a interrogarnos sobre un concepto que ha demostrado su interés, en el XVIII y XIX, por entender la constitución de una esfera política pública y estructurada fuera del Estado.

Otras problemáticas comunes son imaginables: papel de las sociabilidades y organizaciones en la movilización de los grupos participantes; la “manifestación” como vector de politización; su pretensión por representar a la “opinión pública”; las respectivas modalidades de ocupación del espacio (paseo, recorrido fijado o no con antelación, ceremonia “fija”...): mantenimiento del orden, modalidades jurídicas, especialización de los espacios...

Las contribuciones de este número de *Trace* se refieren tanto a los contextos (histórico, social, cultural...) en los que se desarrollan esos procesos políticos en escenario y espacio, como al propio momento (de manifestación, de ceremonia, ritual...). Tratan de delimitar las modalidades prácticas y las implicaciones e inversiones de los actores en sus desempeños. Tienen un objetivo final: entender lo que en ellas se imbrica más allá del episodio propiamente dicho. A partir de estos elementos, percibimos ya cuestionamientos comunes.

Olivier Fillieule se encarga en este caso de abrir nuestra ruta; su texto, pese a no referirse especialmente a México, recrea el historial del análisis de las movilizaciones colectivas y nos comunica algunas de las recientes problemáticas (sobre todo la del mantenimiento del orden) que a él le son familiares. El artículo de Carmen Vázquez presenta también una peculiaridad ya que es el único que examina el uso político de la calle desde el punto de vista del poder, es más, desde el de un poder aún en construcción en el tumultuoso devenir de la Independencia Mexicana. Luis Fernando Granados vuelve a trazar, tanto en sentido propio como figurado, el alzamiento urbano que responde a la invasión de los ejércitos estadounidenses en México, en 1847; el investigador trata de aclararnos los avatares de esa toma del espacio. Elisa Cárdenas y Loïc Abrassart, por su lado, se inclinan sobre las movilizaciones callejeras que se producen

³ Término general del que se hace un uso abusivo, estamos conscientes de ello, y que no refleja toda la diversidad de usos de la calle tratados en los artículos. Sería mejor hablar de “toma de la calle”; de todas formas, la expresión anglosajona de *public demonstration* es quizás la menos restrictiva.

hacia el fin del Porfiriato y acaban por rubricarlo; estos autores redefinen el marco del espacio público como el de las prácticas políticas. Aline Hémond nos sumerge en una antropología de la marcha indígena. El recorrido descrito –del campo hacia la ciudad, ya sea en su modalidad de peregrinación, ya sea como éxodo temporal– pone en juego decisiones individuales, pero desde luego implica en primer lugar a toda la comunidad. ¿La manifestación sería entonces una acumulación de voluntades individuales, cuando mucho de grupos diversos (¿dispareos?), mientras que la marcha (indígena o no) comprometería a una comunidad ya constituida? Así como la manifestación no es elemento exclusivo de lo urbano, tampoco la marcha surge específicamente de un contexto indígena o rural, ni de un modo de acción “comunitario”. Sin embargo, más allá de la sola diferencia de vocablo, cada una de ellas evoca diferentes universos junto con un desarrollo en el tiempo, quizás en el espacio, distinto. Podemos apostar que hay aquí una fecunda pista de investigación; en ella, los estudios sobre México deberían ir a la vanguardia. Sergio Tamayo recrea esa articulación entre determinación individual y obligación social en el acto de manifestar: ¿Por qué acude la gente? ¿Cómo se va a una manifestación? En pos de la multitud heterogénea que marcha unida detrás de una misma consigna, “2 de octubre no se olvida”, en la manifestación de octubre de 1998, para conmemorar la masacre de los estudiantes en la plaza de las Tres Culturas en 1968, la investigación de este autor, en la línea de la escuela llamada “de la movilización de los recursos”, nos deja entrever los motivos de los manifestantes (“un 68 para cada quien”), y también, en sentido inverso, el efecto que en ellos produce la movilización. Terminamos con un útil examen crítico de Hélène Combes sobre los recientes ejes de la investigación, con el tema de las movilizaciones colectivas contemporáneas en Francia.

Pese a que pueda parecer que responda “al ambiente de una época”, –al “*air du temps*”–, la revista se imprime en un momento particular: marcha zapatista hacia la Ciudad de México, en marzo; manifestaciones en contra de la *III Cumbre de las Américas*, de abril, en Quebec; etapa final de la Marcha Mundial de las Mujeres en 2000, en Canadá y Estados Unidos; firmes protestas y golpes en las calles de Seattle, durante la cumbre de l’OMC... En fin, la actualidad nos lo impone y además el continente americano constituye un terreno propicio: manifestación y marcha, lejos de haber desaparecido de nuestro contexto político cotidiano, muy al contrario, declaran con vigor el regreso de la calle. *

Loïc Abrassart, coordinador del número

loic.abrassart@wanadoo.fr